



20 décembre 2016

[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lire en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)



**“Privatization is when there is less public control, fewer regulations, and more governance by market forces.”**

**DONALD COHEN, IN THE PUBLIC INTEREST**

*« La privatisation, c'est quand il y a moins de contrôle public, moins de réglementation et plus de gouvernance par les forces du marché. », Donald Cohen In the Public Interest*

Aux États-Unis, la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles et la progression extraordinaire des républicains aux législatives au niveau fédéral et dans les États (ainsi que dans les zones dirigées par des gouverneurs d'État) représentent peut-être l'une des plus graves menaces que le pays ait connue pour les services publics, sous la forme de privatisations massives et de coupes sombres. Tous les grands programmes liés au New Deal et à la Great Society – sécurité sociale, Medicare, Medicaid, travail sur les projets et réglementations sur les salaires en vigueur – sont déjà dans le collimateur de la privatisation de l'équipe de militants très à droite de Trump, qui vont enfin parvenir à mettre en application leur projet politique. La suppression de la loi sur les soins abordables d'Obama (Affordable Care Act) est annoncée. Trump a nommé un ennemi de l'enseignement public au poste de ministre de l'Éducation. Pour avoir un aperçu, écoutez [l'entretien avec Donald Cohen, le directeur de l'organisation In the Public Interest \(ITPI\)](#), et retrouvez l'ITPI sur [Twitter](#) et [Facebook](#).

[Point de vue de l'ITPI](#) : « L'époque actuelle est sombre et effrayante pour beaucoup. Donald Trump a été élu président, ce qui présente une grave menace pour les travailleurs, en particulier les femmes, les personnes de couleur, les immigrants, les musulmans et les populations LGBTQ. Mais nous continuerons de nous battre, avec plus de force encore, pour que ce soient les hommes et femmes qui gouvernent, et non les entreprises ou Wall Street. Les travailleurs, indépendamment de leurs points de vue politiques, veulent un gouvernement dans lequel ils se retrouvent. Nous voulons prendre part à ce qui rassemble nos communautés, c'est-à-dire les écoles, l'eau, les parcs et les infrastructures. La démocratie est la seule manière d'y parvenir. Engagez-vous aujourd'hui à nos côtés. Nous sommes à vos côtés. Ensemble, nous pouvons changer les choses, quels que soient le moment, l'endroit et l'humeur. »

### **Utile dans l'intérêt de qui ? Financement privé et influence des entreprises aux Nations Unies**

Pour comprendre comment l'équilibre entre la responsabilité publique et privée a évolué, et ce que cela signifie dans le monde réel en termes d'adhésion aux normes internationales, il suffit d'observer les Nations Unies elles-mêmes. Un nouveau rapport de l'organisation Global Policy Forum – [Fit for Whose Purpose? Private funding and corporate influence in the United Nations](#) (Utile dans l'intérêt de qui ? Financement privé et influence des entreprises aux Nations Unies) – révèle que les entreprises privées et les organisations philanthropiques d'entreprises jouent un rôle de plus en plus important aux Nations Unies. Pourquoi les solutions aux problèmes mondiaux proposées par les entreprises apparaissent-elles comme la meilleure façon de procéder ? Pourquoi des mesures si peu conformes aux valeurs des Nations Unies reçoivent-elles l'approbation des Nations Unies ? [Lire la suite](#).

### **Remise en cause des PPP dans le domaine de l'éducation en raison de leur impact sur les droits humains**

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies a remis en cause [un PPP dans le domaine de l'éducation aux Philippines](#) en raison de son incidence néfaste sur les droits humains ; il s'agit d'un des programmes de PPP de référence au niveau mondial, qui est souvent cité en exemple par les défenseurs des PPP. Les comités des droits humains des Nations Unies avaient déjà remis en cause le financement public d'établissements scolaires privés au Chili et au Brésil.

## **Afrique & Pays arabes**

Afrique : [Les parties prenantes](#) affirment que c'est [l'investissement public, et non la privatisation](#), qui est nécessaire pour combler les lacunes des services publics d'eau et d'assainissement, regrettant que les « solutions du secteur public soient particulièrement absentes des débats politiques, alors même qu'elles sont à la base du développement des infrastructures dans le monde. » Elles estiment que les questions de l'eau et de l'assainissement **devraient être prioritaires lors de la « prochaine réunion de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques**. Elles voulaient que la **réunion de la COP22 en novembre [au Maroc] intègre les questions liées à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement au programme sur le changement climatique.** (...) Les limites de la privatisation de l'eau étant devenues évidentes, des appels ont été lancés en faveur de l'innovation dans les mécanismes de financement privé. Un exemple est l'utilisation des ressources publiques pour stimuler l'investissement dans le secteur privé au moyen de « **financements mixtes** », dans le cadre desquels le gouvernement verse des subventions et/ou apporte des garanties afin d'encourager les bailleurs de fonds commerciaux à investir dans le secteur de l'eau. **Or, cette approche soulève de nombreuses inquiétudes. Le capital privé ne se substitue pas au capital public, et il est instable et onéreux.** À ce jour, il semble peu justifié d'utiliser des ressources publiques limitées pour attirer les investisseurs dans le secteur de l'eau, au lieu d'investir directement des fonds publics dans le secteur de l'eau. »

Afrique : [Les réductions auxquelles procède le gouvernement dans la fonction publique compromet l'avenir des futurs diplômés](#), en particulier des noirs. « Un rapport du Conseil britannique sur l'enseignement supérieur en Afrique du Sud, au Nigeria, au Kenya et au Ghana constate que les **noirs diplômés de ces pays ont du mal à trouver du travail et qu'ils ont davantage tendance à se tourner vers les emplois de la fonction publique, qui sont en baisse**. Le rapport sur les universités, l'aptitude à l'emploi et le développement inclusif déclare : « Les diplômés blancs obtiennent de plus en plus souvent des emplois dans le secteur privé, alors que les diplômés noirs obtiennent de plus en plus souvent des emplois dans le secteur public. »

Afrique du Sud : [Les travailleurs de la province du Cap du Nord](#) s'associent à la journée de grève nationale pour attirer l'attention sur leurs difficultés socioéconomiques. Parmi leurs revendications, ils estiment qu'il faut « **mettre un terme à l'externalisation et à la privatisation des services publics, qui réduisent les services essentiels à l'état de marchandises et les rendent inabordable pour les chômeurs et les pauvres.** »

Afrique du Sud : « Ne privatisez pas, » [demande le COSATU au ministre des Finances Pravin Gordhan](#). « Le Trésor public doit apporter les financements suffisants aux entreprises publiques pour qu'elles puissent accomplir leur mission de développement. **La privatisation ne doit pas être la solution choisie pour résoudre leurs problèmes**. Il faut rendre hommage au gouvernement qui a mis fin aux coupures d'électricité. Mais **Eskom ne doit pas être privatisée, sinon l'électricité deviendra inabordable pour les travailleurs. Il ne faut pas laisser Eskom continuer de subir les augmentations de l'inflation galopante.** » La fédération syndicale souligne également que « le gouvernement doit agir rapidement pour gérer la crise de l'eau. Les municipalités ne peuvent pas continuer de négliger ainsi les infrastructures d'eau **ni de fixer le prix de l'eau hors de la portée des pauvres.** » À la fin du mois dernier, l'ancien gouverneur de la Réserve, Tito Mboweni, a recommandé [la privatisation d'Eskom et de Telkom](#).

Afrique du Sud : La main-d'œuvre syndiquée et les entreprises signalent que [le renforcement de la sécurité aux frontières et aux bureaux de recouvrement des recettes aux points d'entrée](#) « **reviendrait à privatiser une partie du gouvernement et que cela serait trop risqué et trop coûteux.** »

Afrique du Sud : Dans l'État-libre, le COSATU demande au gouvernement d'utiliser des camions de l'armée pour distribuer l'eau à Qwaqwa [parce que le recours aux camions privés n'est pas financièrement viable](#) « et qu'il **contribuera à appauvrir les ressources de la municipalité**, qui continue d'accumuler des dettes à cause d'institutions comme Eskom, dont l'endettement dépasse désormais les cent millions de rands. »

Afrique du Sud : Le site du *Roodepoort Record* révèle une amélioration de la prestation des services publics dans la ville de Johannesburg. « Après son élection, le maire Herman Mashaba a mis en œuvre son plan d'action en dix points pour faire revivre la ville et [accélérer la résolution des problèmes de prestation des services pour les habitants](#). Parmi les dix points de ce plan, il convient de citer la création d'une fonction publique professionnelle, la lutte contre la corruption, considérée comme l'ennemi public numéro un, **la prolongation des heures de consultation dans les centres de soins** et l'accélération de la remise des titres de propriété aux habitants, aux églises et aux entreprises. »

Afrique du Sud : Le syndicat *Communication Workers Union* [demande au gouvernement de recapitaliser les services postaux](#) (SAPO). « Si l'État n'intervient pas, il manquera à ses obligations envers les Sud-africains, en particulier les pauvres, qui ont besoin des services de SAPO. En outre, plus de 19.000 travailleurs risquent de perdre leur emploi. **Il existe une volonté manifeste de privatiser la poste, afin que le projet de Stellenbosch de racheter la banque postale aboutisse et profite à la riche majorité.** »

Algérie : Suite à une conférence nationale à l'université de Bouzarea, [l'Union générale des étudiants libres](#) fait part de son « **refus catégorique de la privatisation du secteur avec des moyens détournés,** » et réitère son soutien au projet de transition du soutien indirect de l'étudiant au soutien direct, avec l'implication de l'étudiant dans le processus de réforme.

Cameroun : Les interrogations resurgissent au sujet de la [pertinence de privatiser le réseau ferroviaire du Cameroun](#) après le déraillement d'un train surchargé à proximité de la ville d'Eséka, **qui a coûté la vie à au moins 79 personnes et a fait 551 blessés.** Le réseau [a été privatisé en 1999 dans le cadre d'une concession de trente ans.](#) « Dix-sept ans plus tard, aucune des missions dévolues à l'Office du chemin de fer TransCamerounais en termes de travaux de construction et de renouvellement des infrastructures n'a été réalisée. Les Camerounais aimeraient savoir combien de nouveaux bâtiments ont été construits, combien d'extensions ont été mises en place par Camrail, pourquoi l'écartement du rail camerounais est resté celui de l'époque coloniale, » indique Jean-Marc Bikoko, le président de la Centrale syndicale du secteur public. « **La responsabilité de la compagnie Camrail et donc du Groupe Bolloré Logistics, dans cette catastrophe, est entière.** »

Ghana : [L'opposition au projet de privatisation de la société Electricity Company of Ghana \(ECG\) menée par la puissante confédération syndicale du pays Trades Union Congress \(TUC\),](#) conjuguée à des difficultés juridiques, **contraint la Millennium Development Authority (MiDA) à reporter une conférence avec les soumissionnaires** intéressés par l'entreprise. « La TUC, dans un courrier plutôt ferme à l'attention du président du Ghana, a accusé la MiDA de trahir le syndicat en annonçant une conférence programmée avec les constructeurs alors que les **revendications des travailleurs d'ECG** étaient en cours d'examen. La TUC a fait savoir que, conformément à la résolution adoptée lors du 10<sup>ème</sup> Congrès quadriennal des délégués de la TUC, tenu en août 2016 à l'université KNUST, **elle s'opposerait à toute tentative de privatisation d'ECG.** Dans son courrier, la TUC a également demandé au gouvernement d'empêcher la MiDA d'organiser la conférence avec les soumissionnaires et de veiller à ce que des mesures soient rapidement prises pour étudier les options proposées par le syndicat. Selon la TUC, la MiDA **fait preuve de mauvaise foi** étant donné que les délibérations avec le syndicat des travailleurs des services publics *Public Utility Workers' Union (PUWU)*, membre de la TUC et hostile à la privatisation, ne sont pas terminées. » Le chroniqueur du *Modern Ghana*, Lord Aikins Adusei, a passé en revue [l'histoire de la privatisation au Ghana](#), en la comparant aux **mauvaises expériences du même type en Australie et au Royaume-Uni.** « Les exemples de l'Australie et du Royaume-Uni montrent que la privatisation de l'ECG pourrait aggraver les inégalités socioéconomiques parce que le caractère économiquement abordable sera privilégié par rapport à l'accès et aux besoins. »

Île Maurice : [Robin Nunkoo](#), chargé de cours à l'université de Maurice, déclare : « **Lorsque la politique du tourisme conduit à la privatisation du 'bien public,' les conséquences sont graves.** »

Kenya : Les producteurs laitiers s'opposent à [la privatisation de New Kenya Cooperative Creameries.](#) « Nous sommes scandalisés qu'un processus de **privatisation soit en cours sans que les producteurs laitiers du pays en soient informés...** nous avons entendu dire qu'une équipe passait dans les laiteries pour procéder à des évaluations... elle s'est rendue à Sotik et à Kapsabet mais nous n'avons pas été associés à ces visites, » déplore Richard Tuwei, le président de la fédération des producteurs laitiers *Kenya Dairy Farmers Federation*.

Maroc : **Le néolibéralisme, la répression policière et la privatisation d'une pêcherie sont à l'origine d'une vague de manifestations.** Des milliers de personnes ont manifesté dans tout le pays après la mort d'un vendeur de poisson broyé dans un camion de ramassage des ordures alors qu'il essayait de récupérer le poisson que la police venait de lui confisquer. D'après Miriyam Aouragh, anthropologue et militante pour la démocratie, ce qui se produit au Maroc est « [une réalité très complexe de la privatisation et du contrôle rigoureux de la pêche.](#) (...) Nous assistons à deux ou trois dynamiques différentes en même temps : l'appel à la démocratie, la répression policière

et, en outre, je crois que ce qui manque souvent dans l'analyse est **une très importante économie politique liée aux transformations néolibérales extrêmes qui s'opèrent actuellement au Maroc.** »

La privatisation touche également le secteur de l'éducation. **Samir Bennis, le rédacteur en chef de Morocco World News**, écrit : « ce qui préoccupe plus encore bon nombre de Marocains est [la détérioration du système éducatif du pays soumis à la stratégie du gouvernement en place d'étendre la privatisation de l'éducation](#). **Face à cette politique menée depuis 15 ans, les Nations Unies doivent régulièrement rappeler au gouvernement marocain que l'éducation est un bien public et l'exhortent à respecter la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.** »

Nigeria : La coalition « Our Water Our Right », qui lutte contre la privatisation de l'eau à Lagos, a fait monter la pression d'un cran en publiant un rapport intitulé « [Lagos water crisis: Alternative roadmap for water sector](#) » (Crise de l'eau à Lagos : feuille de route alternative pour le secteur de l'eau). Cette nouvelle publication critique la mauvaise administration publique passée, révèle les faiblesses de plusieurs décennies de politiques de privatisation imposées par la Banque mondiale et présente la marche à suivre pour instaurer une administration de la ville apte à mettre en œuvre les obligations relatives aux droits humains, en garantissant un [accès universel à l'eau à tous les habitants de Lagos](#) grâce à une bonne gestion de la régie publique d'eau.

Nigeria : Le gouvernement de Buhari revient sur la décision de privatiser les raffineries publiques – pour le moment. Le ministre d'État des Ressources pétrolières, Ibe Kachikwu, déclare que les trois raffineries de Kaduna, Warri et Port Harcourt ne pourraient être vendues qu'à un prix bas à l'heure actuelle parce qu'elles ont besoin d'être rénovées pour devenir plus performantes. Il a également **reconnu la force de la main-d'œuvre syndiquée** : « **Si on privatise dans l'urgence, qu'on se retrouve entraîné dans des questions syndicales et que l'entreprise ferme, plus rien ne fonctionne pendant des années.** »

Nigeria : Le directeur général de l'Institut ouest-africain de gestion financière et économique, Akpan Ekpo, ancien membre du conseil d'administration de la Banque centrale du Nigeria, doute que la privatisation puisse résoudre les problèmes du Nigeria. « À mon avis, **c'est absurde de vendre les biens nationaux sous prétexte que nous sommes en récession économique. C'est une mesure prise dans la panique. C'est ce que j'appelle une approche de brigade d'incendie, dans le sens où on ne nous a pas dit que nous avons épuisé toutes les options de financement.** Et puis, les récessions apparaissent et disparaissent. Elles font partie de l'économie de marché. Alors si on vend des actifs maintenant, quand la récession reviendra, qu'aura-t-on à vendre ? Donc ce n'est pas la solution. **En second lieu, nous devons analyser la situation. Quels sont les actifs en question ? Quels actifs allons-nous vendre ? Il faut le savoir.** Qui va acheter ces actifs ? Prenons par exemple NLNG : le gouvernement détient 49% de l'entreprise et elle a de bons résultats. **Elle rapporte beaucoup d'argent au gouvernement.** »

Nigeria : **Aliko Dangote**, un des hommes les plus riches d'Afrique, **surprend la communauté des affaires en protestant contre la privatisation des actifs du secteur de l'électricité.** « Lors de son intervention dans le cadre de la formation pour les cadres dirigeants à l'Institut national des études politiques et stratégiques (NIPSS), à Kuru, dans l'État du Plateau, Dangote aurait recommandé que le gouvernement fédéral renonce à la privatisation des actifs de l'énergie du pays parce que, d'après lui, 'les acheteurs ne comprennent pas la complexité de ce secteur.' »

Nigeria : La principale agence de privatisation du gouvernement fait l'objet d'enquêtes pour corruption. « La **Commission des délits économiques et financiers**, qui fait office d'arbitre dans la lutte contre la fraude, mène actuellement une enquête sur le Bureau des entreprises publiques au sujet de **transactions frauduleuses en matière d'assurances portant sur le versement en 2014 de 27 milliards NGN au titre d'assurances au profit de l'entreprise Power Holding Company of Nigeria, aujourd'hui disparue.** »

Nigeria : [La privatisation est source de confusion au sujet des sommes que le gouvernement fédéral devrait aux entreprises de distribution ou aux associations.](#) « Le ministre de l'Électricité, des travaux publics et de l'habitat, M. Babatunde Fashola (SAN), a prié les compagnies d'électricité du pays, Distribution Companies (DisCos), d'arrêter de faire du chantage au gouvernement fédéral concernant les **dettes impayées que leur devraient les ministères, départements et agences**, précisant que le gouvernement ne céderait pas au chantage et ne paierait que les dettes avérées. »

Nigeria/Ghana : Issa Aremu, vice-président de la fédération syndicale internationale Africa Industrial, déclare : « [La privatisation a fait plus de mal que de bien](#) » dans le secteur de l'énergie. « On le voit bien au niveau de la consommation électrique par habitant, avec une population peu nombreuse mais une production d'électricité comparativement faible ; **il en est de même au Ghana**, qui compte seulement 27 millions d'habitants. Mais comment nos industries peuvent-elles fonctionner sans électricité ? Comment pouvons-nous créer des emplois durables pour la multitude de jeunes de notre pays qui partent chercher du travail en Europe et meurent en Méditerranée ? » déplore-t-il.

Ouganda/Kenya : **Angelo Gavrielatos**, directeur de l'Internationale de l'éducation, qui lutte contre la commercialisation de l'éducation, [revient de l'Ouganda, où il a assisté à la « célébration d'une victoire contre la société Bridge International Academies](#) qui, en plus de prendre l'argent public aux pays du Tiers-Monde où elle établit des écoles payantes, est financée par des entités puissantes, telles que les gouvernements américain et britannique, **la Fondation Bill Gates, la Banque mondiale et l'entreprise géante de l'enseignement Pearson.** » En juillet, le gouvernement ougandais a ordonné la fermeture de 62 écoles de Bridge dans le pays, au motif que « ces écoles ne répondaient pas aux conditions minimum prescrites par le ministère de l'Éducation et des Sports. » Angelo Gavrielatos a précisé que **la lutte contre l'enseignement privé en Ouganda s'était révélée « incroyablement efficace » et qu'elle donnait également des résultats satisfaisants au Kenya.**

Ouganda : Les experts attirent l'attention [sur le remaniement des postes de secrétaires permanents effectué par le président Museveni qui, selon eux, porte préjudice au service public.](#) Ainsi, « Evelyn Anite, diplômée en communication de masse, est ministre d'État au ministère des Finances, en charge de l'investissement et de la privatisation. » Dans certains cas, [des fonctionnaires retraités n'ont pas reçu leur pension depuis 20 mois](#) et « **le ministère des Finances a cessé de verser de l'argent au régime de retraite par répartition pour les employés de la communication ougandais (UCECPS) en avril 2015** – un régime public dans lequel les prestations des travailleurs passent par l'Unité de privatisation du ministère des Finances. »

Sénégal : Le recteur de l'université de Thiès, le professeur Matar Mour Seck, [appelle à la mise en œuvre de stratégies adéquates pour lutter contre la pauvreté et avoir une agriculture durable en Afrique.](#) « **'Depuis la privatisation intégrale de la filière semencière intervenue en 1990, une déstructuration profonde s'est produite** avec un contrôle quasi inexistant de la chaîne de production de semences et **l'apparition d'acteurs dont le professionnalisme n'est pas toujours avéré,** » souligne le professeur Seck. Le résultat de cette situation est « le constat sans équivoque de l'insuffisance généralisée, en quantité et en qualité, des semences certifiées produites pour toutes les espèces végétales depuis plusieurs années, » selon Matar Mour Seck. »

Sierra Leone : La nouvelle représentante résidente du Fonds des Nations Unies pour la population, Dr Kim Eva Dickson, aurait dit : « À l'UNFPA, nous travaillerons avec le gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies et la société civile dans l'objectif de [privatiser l'investissement dans les activités des filles.](#) »

## Asie-Pacifique

Australie : Les autorités de Nouvelle-Galles du Sud [ont précipité la privatisation du service d'information du cadastre](#), ce qui a entraîné beaucoup de **confusion et de désarroi**. « Entre juillet et octobre, plus de 200 familles ont acheté des propriétés sans savoir qu'elles se trouvaient sur la trajectoire de la future autoroute F6, en raison d'une erreur administrative. Le terrain d'un des propriétaires va finalement être racheté pour construire un tunnel. (...) La législation autorisant la vente d'un service rentable du cadastre, le 'service d'enregistrement et d'établissement de titres fonciers' **a été présentée dans la précipitation à la chambre basse et à la chambre haute en l'espace de 24 heures**, mi-septembre, pour éviter **que le grand public examine trop attentivement l'opération et lance le débat**. (...) Suite à l'erreur administrative, **les propriétaires ont poursuivi le gouvernement, et le montant des dommages-intérêts s'élève à plusieurs millions de dollars** ; le cabinet d'avocats Slater and Gordon envisage une procédure collective. M. Langley et M. McCormack ont tous deux quitté le service d'information du cadastre fin juin avant que le « chaos » n'éclate au grand jour. Ils affirment que **jamais un problème d'une telle ampleur ne s'était produit au cours des 150 ans d'existence du cadastre**. »

Australie : Les médecins manifestent contre le projet du gouvernement de privatiser le programme d'aide aux personnes qui souffrent d'addiction aux jeux, qui existe depuis 20 ans. « L'association médicale AMA (de l'État d'Australie du Sud) est fortement préoccupée par la proposition des autorités de cet État de privatiser les services publics de thérapie pour l'addiction au jeu, » fait remarquer la présidente de l'AMA en Australie du Sud, Dr Janice Fletcher. « **Pourquoi soumettre un service public de santé qui fonctionne correctement depuis longtemps à un appel d'offres à court terme ?** » Le Dr Fletcher estime qu'il s'agissait d'un programme phare très respecté dans le pays et à l'étranger. »

Australie : [Les services de détention et de transport des jeunes vont revenir dans le giron des services correctionnels](#). Le ministre des Services correctionnels, Joe Francis, annonce que cela permettra d'améliorer la continuité de l'aide et du soutien aux jeunes. Mais un nouveau contrat a été établi pour les services de sécurité des tribunaux et les services de détention. « D'après le travailliste **Paul Papalia, porte-parole des services correctionnels** et membre de l'opposition, le nouveau contrat manque de transparence. 'L'argent du contribuable est-il utilisé au mieux ? C'est difficile à dire, parce que **le gouvernement refuse de publier la comparaison avec le secteur public, dont il se sert pour justifier ces contrats privés**, » précise-t-il. »

Australie : Les projets de privatisation de Western Power, qui pourraient devenir « [la seule et unique question politique de la campagne électorale](#), » **font l'objet d'une contestation massive du public**, comme le constate un sondage commandé par la branche d'Australie-Occidentale du syndicat Electrical Trades Union. [*Bunbury Mail*, 2 novembre 2016].

Australie : La préoccupation grandit face à la volonté du gouvernement de Baird de privatiser les lignes de bus les plus rentables de Sydney « gérées depuis des décennies [par l'organisme fortement syndicalisé State Transit Authority](#). » Les chauffeurs de bus publics craignent que la [privatisation n'entraîne des problèmes de sécurité](#). « Le gouvernement est sur le point de privatiser et de brader la société Newcastle Buses, alors les chauffeurs veulent s'assurer que leur parc de véhicules est le plus sûr possible. Il y a bien plus de problèmes de sécurité dans les bus privés que publics, » ajoute Sonia Hornery, députée travailliste de Wallsend.

Australie : La colère gronde en raison de [la volonté des conservateurs de privatiser les services publics de santé](#). « Je suis scandalisé de voir des économistes néolibéraux comme Pru Goward et Angus Taylor – c'est-à-dire, en fait, la majeure partie du parti libéral au niveau de l'État et au niveau fédéral – chercher à anéantir dès qu'ils le peuvent notre système médical social. Quand ce ne sont pas les libéraux de l'État qui tentent de **privatiser les hôpitaux publics ou de brader les actifs publics**, ce sont les libéraux de l'État fédéral qui s'en prennent à Medicare ou qui essaient de le rendre inopérant pour ceux d'entre nous qui ne font pas partie de la catégorie économique des 1%. C'est révoltant. De nombreux membres du parti libéral regardent la santé du point de vue

des riches, des puissants et des privilégiés, qui n'ont jamais eu à **se soucier de devoir choisir entre payer une consultation chez le médecin et acheter à manger.** »

Australie : [L'opposition prend de l'ampleur](#) face à [la privatisation de l'hôpital Wyong](#) en Nouvelle-Galles du Sud. D'après Graham Paterson de Berkeley Vale, **quand un gouvernement privatise les actifs publics, « il vend en fait une propriété volée.** » Il écrit par ailleurs que **« la seule façon d'autoriser la vente est de passer par un référendum.** Le seul mandat qu'un parti politique avec une majorité de sièges peut vraiment avoir, c'est celui de former un gouvernement. Il n'a pas d'autre mandat parce que la majorité des gens ne donnent jamais à aucun parti la majorité des votes primaires. Un gouvernement est élu pour accomplir une mission publique et, effectivement, le gouvernement devient le gardien des actifs publics, **investi de la responsabilité de faire fonctionner et d'entretenir efficacement ces actifs pour le bien du public.** » [*Central Coast Express Advocate*, 2 novembre 2016].

Lors d'un [rassemblement contre la privatisation de l'hôpital Maitland](#), **« Brett Holmes, le secrétaire de l'association d'infirmières et de sages-femmes de Nouvelle-Galles du Sud,** a lu une liste des services que le gouvernement de Baird compte privatiser : **hôpitaux, réseaux d'électricité, service d'information du cadastre, services locaux, logement, administrateurs et tuteurs, sports et loisirs, prisons, Musée des arts de Sydney, centres de formation professionnelle, services aux personnes handicapées, agence ServiceFirst, administrateurs de fonds, sténographes judiciaires, archives gouvernementales et travaux publics.** Il précise que les infirmières en passe d'être mutées à l'hôpital privatisé de Northern Beaches **assistent à l'apparition d'un système à deux vitesses au sein du nouvel hôpital.** »

Australie : Le syndicat *Rail Tram and Bus Union* (RTBU) rejette la faute de la [considérable perturbation du réseau des trains de banlieue Citytrain](#) sur le projet du gouvernement de privatiser le système. **« Les plans secrets de Tim Nicholls et Scott Emerson de privatiser cet actif public ont produit aujourd'hui de spectaculaires effets contraires à ce qui était attendu,** le manque de conducteurs de trains ayant provoqué des retards dans les réseaux, » a déclaré Owen Doogan, le secrétaire du RTBU de l'État du Queensland.

Australie : La fédération syndicale *Public Services Association* (PSA) [sollicite une enquête immédiate](#) sur **« l'externalisation de services publics essentiels [décidée par le gouvernement de Baird] pour remplacer des employés locaux à plein temps par des travailleurs étrangers détenteurs du visa 'temporaire' n°457.** » La PSA **« craint que cette opération n'ouvre la voie à un nouveau nivellement par le bas de l'emploi qui risque de se propager au secteur du handicap bientôt privatisé, et à d'autres activités externalisées.** 'Le discours volontairement flou du ministre devant le Parlement va se traduire par une situation cauchemardesque pour les habitants de Nouvelle-Galles du Sud,' **met en garde le secrétaire général de la PSA, Stewart Little. Avec son programme de privatisation massive,** le gouvernement de Baird se débarrasse des travailleurs locaux expérimentés embauchés à plein temps pour les remplacer par des travailleurs étrangers qui ont des visas 'temporaires'. »

Australie : Le gouvernement de Barnett annonce qu'il compte **privatiser 51% de l'entreprise d'électricité Western Power.** **« Il s'agira d'une question fondamentale pour les élections de l'État [d'Australie-Occidentale en mars], dans la mesure où le parti travailliste promet de laisser l'entreprise au sein de l'État.** » Barnett pense qu'il peut vendre Western Power pour au moins 11 milliards USD. **« Le leader travailliste Mark McGowan affirme que la vente de Western Power ferait monter les prix, réduirait les services et entraînerait une perte de recettes et d'emplois.** 'M. Grylls et M. Barnett sont des amateurs de la finance et de l'économie. Ils ont fait des ravages au niveau des finances de l'État, à cause d'eux nous avons le taux de chômage le plus élevé du pays et maintenant ils veulent brader l'argenterie familiale.' »



Australie : Le service local de santé de la zone occidentale de Nouvelle-Galles du Sud [prévoit d'ajouter des services en faisant appel à un prestataire tiers, une ONG du secteur privé](#). « Lorsque quelqu'un lui a directement demandé s'il y aurait des **pertes d'emplois dans le service local de santé ou au niveau du centre de soins Panorama, M. Crisp n'a pas répondu**. M. Crisp n'a pas précisé si le fonctionnement du centre de soins ou le nombre d'employés allait changer avec ces services supplémentaires. (...) En attendant, un porte-parole du service local de santé **a signalé qu'il n'y avait pas de projet de privatiser l'hôpital Bathurst** [dont dépend le centre de soins Panomara]. »

Australie : [L'entreprise de géomètres Institution of Surveyors NSW exhorte le gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud à mettre fin à la privatisation du cadastre de l'État](#). « **L'externalisation des emplois et le transfert du public au privé** montre que le gouvernement de Baird s'intéresse davantage aux bénéficiaires qu'aux individus. Le fiasco de l'autoroute F6, **la perte de centaines d'employés qualifiés et consciencieux**, le risque de fraude au niveau des titres fonciers et la perspective de hausse des prix **rendent la privatisation indéfendable**. En fait, le gouvernement reste sourd à tous ces problèmes et cherche avant tout des bénéficiaires à court terme. **Le cadastre de Nouvelle-Galles du Sud est un service de haute qualité et il doit rester dans le secteur public**. » Le *Central Western Daily* révèle que « d'après un ancien géomètre expert de Nouvelle-Galles du Sud, Don Grant, tant que le bureau du cadastre se trouvera à Sydney, **cela permettra de maintenir le bureau des données géographiques de Bathurst, ainsi que les 300 personnes qui y travaillent**. 'Ils veulent uniquement mettre la main sur la mine d'or, et laisser le gouvernement chercher les 35 millions nécessaires pour continuer de financer les services de données géographiques,' déclare-t-il. » [*Central Western Daily*, 18 novembre 2016].

Australie : [Le gouvernement de Turnbull se sert de l'appareil juridique de l'État pour empêcher l'opposition travailliste d'alerter le public sur ses projets de privatisation de Medicare](#). Le parti travailliste « résiste, invoquant **une restriction à sa liberté d'expression si on l'empêche d'utiliser le logo de Medicare pour les besoins d'une campagne à but non lucratif organisée dans l'intérêt du public**. Selon toute vraisemblance, le différend va se régler au tribunal et pourrait avoir une incidence sur la prochaine élection fédérale, en fixant des limites à ce qui semble être une tactique de campagne acceptable. »

Australie : « [L'externalisation des services partagés est un véritable fiasco](#) en Nouvelle-Galles du Sud. **La vérificatrice générale, Margaret Crawford**, estime que « les erreurs commises dans les transactions des clients et les **inquiétudes relatives à la sécurité des données sensibles** ont gêné le processus de migration des données. Dans un rapport rendu la semaine dernière, Crawford a laissé entendre que l'opération entre les fournisseurs avait porté préjudice aux transactions et aux données des clients, et que des contrôles inadaptés sur les effectifs, le paiement des factures et le support d'informations **faisaient courir aux agences un risque de fraude ou d'atteinte à la vie privée**. »

Corée du Sud : Choi Soon-sil, qui est impliquée dans le scandale de trafic d'influence qui ébranle le gouvernement de la présidente Park Geun-hye, [est intervenue dans des décisions relatives à la privatisation](#). Cho Eung-chun, le secrétaire principal de la présidence en 2013 et 2014, a déclaré devant le Parlement le 18 octobre : « 'Quand je travaillais à la Maison bleue, les gens me disaient que si je m'approchais de Choi Soon-sil je ne tarderais pas à être renvoyé. **J'ai soulevé le problème de la privatisation de services publics et des processus de décision opaques alors j'ai été limogé**, » explique Cho, aujourd'hui législateur dans l'opposition. » [Les travailleurs sud-coréens ont récemment lancé une grande vague de grèves](#) qui ont remporté le soutien international. « La grève des chauffeurs routiers est la dernière manifestation en date des actions revendicatives organisées par les syndicats coréens. Fin septembre, d'autres affiliés des transports, comme le **Korean Public Service and Transport Workers' Union (KPTU)**, **ont appelé à la grève générale contre le projet du gouvernement d'imposer une rémunération liée à la performance et un nouveau système de licenciement**. Ces mesures sont censées mettre l'économie coréenne en adéquation avec les pratiques internationales mais, en réalité, elles permettent aux employeurs de licencier facilement les travailleurs surnuméraires et les militants. »

Corée du Sud : L'organisme Economist Intelligence Unit déclare que, « même si le pouvoir politique des syndicats sud-coréens est diminué depuis la crise financière asiatique de 1997-1998, ils ont toujours la considérable capacité de perturber les principaux secteurs d'activités (...) et, en réalité, les grèves affectent rarement les entreprises étrangères, mais sont **plus axées sur les entreprises nationales et sur l'opposition aux plans de privatisation du gouvernement.** » [EIU, *South Korea risk: Alert - Risk scenario watchlist*, 3 octobre 2016].

Inde : Les services dédiés à l'enfance [Integrated Child Development Services \(ICDS\) ne seront pas privatisés](#), déclare aux employés Mme Umashree, la ministre du Développement des Femmes et des enfants. « Mme Umashree, **qui s'est aussitôt rendue à la manifestation organisée mercredi par la Fédération des travailleurs et assistants Anganwadi de l'État de Karnataka** à proximité du site de Suvarna Vidhana Soudha, affirme que l'État n'avait jamais fait appel à des services privés pour l'ICDS par le passé et qu'il ne le ferait pas non plus à l'avenir. **Les autorités de l'État n'encourageraient jamais la privatisation de services liés à l'ICDS.** »

Inde : **Un éminent juriste fait savoir que les tribunaux indiens ont joué un rôle primordial dans la commercialisation de l'éducation.** D'après lui, « le financement public de l'éducation a laissé la place au financement privé, ce qui a rendu les institutions gouvernementales quasiment inutiles. Même l'examen d'admission NEET est favorable à la réglementation du système privé, et non à sa restriction. La privatisation rapide de l'éducation contribue à la détérioration de la qualité de l'enseignement. **Les enseignants du secteur privé n'ont pas la sécurité de l'emploi et ils doivent travailler pour un salaire plus bas que dans le public. Dès qu'ils protestent, ils sont renvoyés. Et compte tenu des faibles salaires proposés, les dirigeants des établissements privés ne peuvent pas embaucher d'enseignants expérimentés.** Il en résulte que l'enseignement dispensé est médiocre. Ainsi, le plus urgent pour le moment **est une éducation gratuite, qui doit être considérée comme un droit fondamental,** » déclare le juge Hariparanthaman. » [New Indian Express, 27 novembre 2016].

Indonésie : L'administration municipale de Bandung cherche actuellement [4,6 milliards USD sous la forme de « partenariats public-privé »](#) pour financer le développement d'infrastructures pour la ville. « Les projets potentiellement concernés par ces partenariats portent notamment sur **la construction de ponts autoroutiers et d'autres installations publiques telles que des caméras de vidéosurveillance.** »

Myanmar : Philippe Le Houérou, vice-président exécutif et directeur général de la Société financière internationale (IFI), organisme membre du Groupe de la Banque mondiale, [plaide en faveur des 'partenariats public-privé dans le pays](#). Il affirme que l'IFI est prête à soutenir des **PPP municipaux** et espère que la centrale au gaz de Myingyan à 225 mégawatts, dans la région de Mandalay, **servira de « modèle de PPP dans le secteur énergétique.** »

Nouvelle-Zélande : Suite à l'important séisme qui a de nouveau frappé le pays, [le gouvernement envisage de transmettre l'évaluation des demandes d'indemnisation à des assureurs privés](#). « Interpellé par le parti travailliste, le gouvernement **a reconnu que des discussions étaient en cours au sujet de la privatisation d'un service fondamental de la Commission des séismes dont le rôle est d'évaluer le montant des demandes d'indemnisation, confiant ce service aux entreprises qui sont, précisément, chargées de payer les indemnités.** Le parti travailliste n'a rien contre la participation des compagnies d'assurances, mais le fait de leur attribuer la capacité de définir la valeur des demandes d'indemnisation crée un conflit d'intérêt. »

Nouvelle-Zélande : [L'inquiétude augmente face à la possible privatisation des services de protection de l'enfance et de la famille.](#) « Moana Jackson craint que **ce changement ne fasse partie de la tendance mondiale à privatiser les services sociaux fondamentaux,** de la même manière que des demandes de forage en mer ont

été déposées quelques mois après la législation sur le rôle de l'État. **Il craint que des entreprises telles que Serco et G4S ne prennent en main d'importantes parties de nos services de protection de l'enfance** comme dans le cas du Royaume-Uni actuellement. Il rappelle à juste titre que nous savons que Serco visite depuis un moment des foyers pour les jeunes et les familles, et nous savons aussi qu'Anne Tolley, la ministre du Développement social, a rencontré les dirigeants de Serco. Quand je pose des questions au Parlement pour essayer de savoir quelles associations caritatives et entreprises étrangères la ministre a rencontrées, elle refuse de répondre. **Le Parlement examine actuellement la première vague de textes de lois visant à permettre la privatisation de nos services de protection de l'enfance.** Le risque est réel et concerne tout le monde, mais plus particulièrement les Maoris, parce que plus de 60% des enfants pris en charge sont maoris. »

Pakistan : [Le gouvernement du Pendjab a fait appel à une organisation turque pour gérer des hôpitaux publics de la région.](#) « Un haut responsable des services de soins de santé primaires et secondaires a confirmé la décision **d'externaliser l'administration de certains hôpitaux publics** suite aux centaines de plaintes reçues au sujet de la mauvaise gestion de ces établissements. (...) Le responsable a dit que les hôpitaux **ne seraient pas privatisés, mais plutôt externalisés**, en ajoutant que l'externalisation de l'administration de l'hôpital Indus, sur l'axe Bedian Road, à Lahore, avait permis d'améliorer le service, ce qui **a incité les autorités de la province à externaliser des hôpitaux dans d'autres villes que Lahore.** »

Pakistan : [Le service d'éducation du district](#) a préparé une liste de 200 écoles primaires à privatiser, compte tenu de leur incapacité à obtenir un nombre suffisant d'inscriptions, et des mauvais résultats aux examens de 2016. Le directeur du service d'éducation du district, Qazi Zahoorul Haq, a annoncé que c'étaient « **essentiellement les écoles des régions éloignées qui avaient été confiées au secteur privé.** »

Thaïlande : [La mission confiée à un sous-traitant privé n'a pas été accomplie et la municipalité de Koh Tao se retrouve face à une montagne d'ordures gigantesque et pestilentielle qu'elle ne peut plus gérer.](#) « L'incinérateur de déchets est tombé en panne en 2013 et n'a toujours pas été complètement réparé, » a fait savoir la municipalité. « En même temps, **SEM-BQ, le sous-traitant chargé de la gestion des déchets, n'a pas éliminé les ordures dans les proportions stipulées par le contrat. La municipalité n'a pas renouvelé le contrat avec l'entreprise lorsqu'il est arrivé à son terme, le 15 août dernier.** »

Vietnam : [Hô-Chi-Minh-Ville recherche des investissements privés pour contribuer au nettoyage et au développement de certains canaux.](#) « L'architecte Nguyễn Trường Lưu, président de l'Association des architectes d'Hô-Chi-Minh-Ville, signale que la municipalité **continue de se battre afin de trouver des fonds pour ses projets** d'amélioration des zones à proximité des canaux et des rivières de la ville. Auparavant, les capitaux destinés à ces projets provenaient des prêts de l'Aide publique au développement (APD) et du budget de l'État. Mais aujourd'hui, la ville est contrainte de lancer des appels au secteur privé dans le pays et à l'étranger pour obtenir des investissements. »

## **Inter-Amériques**

Brésil : [Le président Michel Temer se tourne vers le Japon pour soutenir son programme de privatisation.](#) « Trente-quatre entreprises publiques, y compris des actifs liés au secteur maritime, aux aéroports et à la production de pétrole et de gaz, seront privatisées pour aider à soutenir la croissance. (...) Le président a lancé un appel au Japon, qui est un partenaire économique de longue date, avec plus de 700 entreprises japonaises présentes au Brésil. Le gouvernement de Temer **espère que ces privatisations permettront d'attirer de nouveaux investissements japonais.** »

Brésil : [Le Sénat est favorable aux mesures d'austérité en dépit d'une forte résistance de l'opinion publique](#). Les opposants disent que les réductions vont porter un préjudice considérable aux services publics d'éducation et de santé. « La réforme, précédemment connue sous le nom de PEC 241, consiste à **geler les dépenses publiques pour les 20 années à venir**, en associant toute hausse du programme d'aide sociale au taux d'inflation de l'année précédente, et non aux taux du PIB, ce qui **limite effectivement toutes les dépenses des futurs gouvernements dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale**. Les détracteurs estiment que les pauvres et les personnes marginalisées de la société brésilienne vont subir de manière disproportionnée les réductions opérées, qui vont **considérablement fragiliser les droits inscrits dans la constitution** du pays. En dépit des manifestations massives, les sénateurs ont rejeté la possibilité d'organiser un référendum sur l'approbation ou le refus de ces réformes. Les manifestations ont continué pendant que le vote passait au Sénat. »

Canada : Les employés de service de l'université de Manitoba continuent de travailler, mais ils soutiennent les 1200 membres du corps enseignant en grève. « [Un porte-parole d'Unifor, le syndicat qui représente 450 employés des services de nettoyage, de restauration et d'entretien sur le campus](#), a annoncé que même si les membres étaient obligés de travailler, le syndicat 'soutenait pleinement' la grève. 'Pour le moment nous conseillons à nos membres de travailler parce qu'ils n'ont pas le droit de refuser de travailler,' explique Ken Stuart, le directeur d'Unifor à Manitoba. 'Nous les encourageons à se joindre au piquet de grève dès qu'ils le peuvent.' (...) Les chargés de cours à temps partiel, les conférenciers, les assistants et les correcteurs sont légalement tenus de travailler également, mais la **section syndicale 3909 du syndicat de la fonction publique SCFP/CUPE** recommande aussi à ses 1200 membres de soutenir la grève en dehors de leur travail. **Une annonce sur le site Internet du SCFP/CUPE souligne que la présence de personnel sur le piquet de grève est importante pour aider les grévistes à 'garder le moral.'** »

Canada : Une tournée dans l'ensemble de la province d'Alberta, organisée par les militants de la santé publique **Friends of Medicare et par le Syndicat canadien de la fonction publique SCFP/CUPE**, [défend le droit aux soins publics de longue durée et demandent à la province d'arrêter d'approuver de nouvelles infrastructures privées](#). Un rapport publié récemment intitulé « [Losing Ground](#) » [révèle que les infrastructures publiques prennent en charge davantage d'heures de soins directes par résident par jour que les infrastructures privées, ce qui se traduit par de meilleurs résultats pour les patients](#).

États-Unis : Le maire de Youngstown, dans l'Ohio, [n'a pas hésité à héberger des réfugiés dans la prison privatisée à but lucratif de sa ville](#). « Je suis très content d'avoir la possibilité de peupler ce bâtiment, non seulement avec des détenus, mais aussi avec des employés, » a-t-il déclaré. **Carl Takei, avocat membre du syndicat American Civil Liberties Union**, a qualifié « [d'ahurissante](#) » l'utilisation de locaux de détention à but lucratif par les services fédéraux des douanes et de l'immigration. Les entreprises pénitentiaires privées cherchent à vendre à leurs investisseurs la détention des immigrants comme stratégie de croissance.

États-Unis : [Un nouveau rapport d'enquête révèle qu'un voile de mystère entoure les contrats publics signés avec des entreprises privées](#). « Les autorités d'Allentown, en Pennsylvanie, ne savaient plus comment financer le régime de retraite des employés municipaux, car il manquait environ 160 millions USD. En 2012, les responsables ont décidé que la meilleure solution était de **vendre le système public d'eau**. Ils ont envisagé sérieusement de conclure un contrat avec Suez Amérique du Nord, une entreprise d'eau privée dont le siège se trouve à Paramus, dans le New Jersey. Face à une décision aussi importante, Mary Grant, membre du groupe de défense Food & Water Watch, a dit qu'elle pensait que **les habitants avaient leur mot à dire dans cette opération**. **Elle a essayé d'obtenir des informations auprès de la municipalité au sujet des propositions des offrants avant la conclusion du contrat. Et c'est alors qu'elle s'est heurtée à un mur, érigé par Suez et la municipalité elle-même**. L'entreprise est intervenue et a exhorté la municipalité à refuser de donner au groupe des informations financières sur la transaction, explique Grant. Il a fallu que le Bureau des archives contraigne la

municipalité à présenter les données financières que demandait Grant. Mais la ville avait approuvé l'opération six mois plus tôt, le 13 avril 2013, et la requête initiale Grant remontait à un an, **ce qui rendait donc les documents complètement inutiles.** »

Guatemala : Les militants indigènes de la protection de l'eau s'opposent à la privatisation de l'eau et à l'accès limité à leurs rivières en raison de l'activité des compagnies hydroélectriques. « Les personnes qui habitent le long de la rivière voient leur accès à la rivière limité à cause du projet de construction. **Plus personne ne peut aller nager, pêcher ou aller chercher de l'eau sur le site du projet à cause des clôtures qui y sont installées,** » explique Bernardo Caal, un des organisateurs du mouvement contre le projet. 'Il y a un impact psychologique. Avant, on pouvait aller à la rivière pour se baigner, chercher de l'eau et laver le linge. Mais aujourd'hui il y a des agents de sécurité privés et armés le long de la rivière.' »

Mexique : La ville de Querétaro a approuvé la privatisation des services d'eau potable, d'assainissement, d'évacuation et du traitement des eaux usées. En février dernier, le maire de Querétaro, Marcos Aguilar Vega, a **privatisé cinq services, dont la collecte des ordures,** et autorisé l'installation d'horodateurs privés.

Mexique : L'organisation se poursuit autour du problème de la privatisation de l'eau à Mexico. « Clara Brugada et Mardonio Carballo ont présenté l'initiative visant à réformer le projet de constitution de la municipalité de Mexico afin d'établir et de **garantir le droit humain à l'eau.** »

Mexique : Les personnels de santé défilent à Mexico pour protester contre les réductions budgétaires et défendre les effectifs des services publics de santé. Les membres de l'**Alliance des personnels de santé et des agents publics, représentés par Antonio Vital,** disent que les mobilisations se poursuivront tant que le gouvernement fédéral ne discutera pas avec eux de **la privatisation, des coupes budgétaires et des licenciements.** Ils demandent également **un audit du secteur** et l'embauche de 32.000 employés supplémentaires.

## Europe

Espagne : L'opposition à la ratification de l'Accord économique et commercial global (AECG) prend de l'ampleur, et les partis de gauche demandent un référendum. « Du côté de la gauche républicaine d'Esquerra, Teresa Jordà reproche à l'AECG de '**favoriser la privatisation des services publics**', ce qui se traduira par la réduction des droits du travail. »

Espagne : Le mouvement en faveur de la remunicipalisation de l'eau gagne du terrain. Avec le slogan « L'eau n'est pas une marchandise, » le conseil municipal de Madrid a organisé une réunion des villes sur les services publics d'eau, en partenariat avec le Réseau public d'eau, à laquelle ont participé les maires de Barcelone, Valence, Saragosse, Cordoue, Valladolid, La Corogne, Terrassa, Saint-Jacques de Compostelle et Arganda del Rey, ainsi que la maire de Madrid, Manuela Carmena. Célia Blauel, adjointe au maire à Paris, a également participé à cette réunion et elle a évoqué le retour de **la gestion publique de l'eau dans la capitale française.**

Espagne : Les autorités de La Palma veulent uniformiser l'éclairage public dans l'ensemble de l'île, en recourant à la privatisation du service au cours des sept années à venir dans le cadre d'un projet d'efficacité énergétique. **La moitié des municipalités sont sceptiques et ne voient pas les avantages de cette mesure,** tandis que d'autres ont accepté de prendre part à cette initiative, **en demandant toutefois des éclaircissements sur les modalités du contrat, qui ne sont pas encore définies.**

Espagne : Luisa Lores évoque la privatisation des connaissances au sein du système de santé national. « L'industrie cherche **désormais à contrôler l'information, la recherche, l'innovation et l'enseignement,**

**c'est-à-dire l'essence même du système**, pour réorienter les professionnels et les patients en fonction de leurs intérêts. »

Espagne : Les défenseurs de la santé publique de la province de Castille-et-León font savoir que les professionnels de santé sont entraînés dans un processus de privatisation accrue des services de santé. Ils affirment que les « unités de gestion clinique » accordent plus d'importance aux économies réalisées dans les dépenses de santé qu'aux résultats des services de santé. Sous prétexte d'une meilleure participation des professionnels de santé à l'organisation et à la gestion des services, regroupés en unités soi-disant plus autonomes et indépendantes, **l'intention est en fait de les rendre complices du pouvoir politique qui procède aux réductions dans le secteur de la santé.**

Europe : [La Banque européenne d'investissement \(BEI\) recommande un nouveau cadre pour favoriser le recours aux « partenariats public-privé.](#) » **Deux nouveaux rapports** ont été publiés par la BEI à cet effet : [Éliminer les obstacles à l'investissement sur le terrain](#) et [Obstacles aux investissements dans les PPP.](#)

France : Le candidat conservateur à l'élection présidentielle Francois Fillon s'est dit [favorable à la privatisation des participations de l'État](#) afin d'obtenir des avoirs permettant d'investir dans d'importants projets d'infrastructure. Fillon a également fait l'objet de nombreuses critiques après avoir proposé de transférer une partie de la prise en charge de la sécurité sociale aux compagnies d'assurance et aux mutuelles. **La ministre de la Santé et des Affaires sociales, Marisol Touraine, a fait part de son indignation à l'égard de cette « privatisation » du système de santé** [*Ouest France*, 1<sup>er</sup> décembre 2016].

Grèce : Des employés du **secteur public** [sont en grève pour protester contre les demandes de privatisation de l'UE/FMI](#). **Les syndicats sont vivement opposés à la vente des services publics de l'énergie, notamment de la participation publique dans l'entreprise PPC.** Or, les actionnaires du service d'électricité national grec PPC ont approuvé la vente [à l'entreprise chinoise State Grid International Development](#) d'une participation de 24% dans la filiale à part entière du réseau de transmission d'énergie ADMIE.

Pologne : Le gouvernement a externalisé l'élaboration des programmes scolaires à un prestataire privé. En octobre, plusieurs milliers d'enseignants ont manifesté contre les prétendues réformes de l'éducation qui allaient selon eux entraîner les programmes sur une pente « **nationaliste et xénophobe.** » Selon Angelo Gavrielatos, de l'Internationale de l'éducation, « Nous avons une rude bataille à mener, mais nous savons ce qu'il y a à faire : syndiquer, syndiquer, syndiquer ! »

Royaume-Uni : *Public Finance International* [révèle](#) que les « députés britanniques estiment que **l'initiative de quadrupler le financement de l'agence d'aide privée britannique CDC ouvre la porte à la privatisation du budget de l'aide et pourrait attribuer le financement** à d'autres destinataires qu'aux personnes les plus pauvres de la planète, à un moment où le budget est revu à la baisse. » Ces propositions ont « **scandalisé les opposants, qui attirent l'attention sur l'histoire contrastée de CDC.** »

Royaume-Uni : Un document confidentiel, qui a été rendu public, précise qu'une réorganisation importante du système de santé est prévue dans l'Oxfordshire, et que les [services seront regroupés au sein d'un système privatisé à l'américaine](#). « Andrew Smith, le député d'Oxford Est, déclare 'qu'il est stupéfiant de voir surgir ce projet de nulle part. On l'appelle « Organisation des soins responsable », mais cette responsabilité n'a pas pris un bon départ, étant donné **qu'on ne sait pas comment le système devra rendre compte de sa gestion au public.** La coordination et l'intégration de ces services présentent peut-être un intérêt mais **avec toutes les craintes légitimes que suscitent les réductions et la privatisation**, les personnes qui planifient des changements dans les services essentiels du NHS et dans les services locaux doivent expliquer clairement au public comment tout cela va fonctionner et profiter aux patients.' »

Royaume-Uni : [Suite à l'externalisation du service des crédits d'impôts, confiée à l'entreprise américaine Concentrix, plusieurs dizaines de milliers de bénéficiaires se sont vus privés à tort de leurs avantages.](#) « **Mark Serwotka, le secrétaire général du syndicat *Public and Commercial Services Union*** déclare que 'fiasco total' du contrat conclu avec Concentrix montre bien que **la recherche du profit d'une entreprise privée ne devrait pas avoir sa place dans la gestion des services publics.** 'Le scandale de Concentrix devrait non seulement annoncer la fin de la privatisation du service des crédits d'impôts du HMRC [l'administration fiscale et douanière britannique], mais aussi porter le coup de grâce à l'externalisation de notre système de protection sociale.' »

Royaume-Uni : [Un membre désenchanté de UKIP a adhéré au parti travailliste,](#) face à l'attitude du nouveau leader de UKIP, Paul Nuttall, qui **soutient la privatisation du service de santé national, le NHS.** « Je crois que c'est une énorme erreur. Je pense que le NHS a besoin d'aide, pas de trahison, » déclare Jack Parsons.

Royaume-Uni : Plus de 3000 employés de la poste **sont en grève** et leur syndicat et ses défenseurs ont présenté un spectacle illustrant la mort du service postal, à l'occasion d'Halloween. « Les employés des bureaux de poste, des services administratifs et des chaînes d'approvisionnement craignent de perdre leur emploi et que les agences publiques soient vendues à des franchises. La poste britannique signale qu'environ 80 agences ont été contraintes de fermer. Le personnel – qui a également fait grève en octobre – s'est rassemblé devant le ministère du Commerce, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle sous les yeux de la foule, qui regardait la triste procession avancer vers Westminster au son d'une fanfare. **Dave Ward, le secrétaire général du syndicat des communications CWU** met en garde contre la disparition de la poste britannique : « La poste arrive à un stade critique ; elle a besoin d'une nouvelle stratégie de toute urgence. »

Union européenne : Les participants à une **conférence sur « La privatisation de la santé dans l'Union européenne »** publient un manifeste pour le retour dans le public des établissements de santé privatisés. [Manifeste].

*[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.*